



# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Saint-Denis, le 30 janvier 2017

## Accident d'un car SNCF à Tauves.

Ce matin, un accident mortel est survenu à hauteur de Tauves sur une route glissante. Un car SNCF effectuant la liaison Aurillac-Clermont et transportant à son bord une quinzaine de scolaires, a fait une sortie de route dans une descente. Les secours sur place déplorait dans un premier bilan 1 mort et 4 blessés graves.

**La Fédération SUD-Rail et le syndicat SUD-Rail de Clermont-Ferrand tiennent à adresser leurs plus sincères condoléances et à apporter tout leur soutien aux familles et aux proches des victimes.**

En Auvergne, comme dans de nombreuses régions, l'abandon progressif du ferroviaire a vu le remplacement des trains par des autocars et avec lui, la multiplication des risques d'accidents. Un aller-retour en train entre Aurillac et Clermont-Ferrand (aux départs d'Aurillac à 7 h 55 et de Clermont-Ferrand à 8 h 25) a encore été supprimé en septembre 2015, remplacé par des bus.

SUD-Rail avait agi pour dénoncer le désengagement de l'Etat, une convention régionale TER au rabais et la loi Macron qui allait avoir de multiples conséquences sur la sécurité ferroviaire, mais direction SNCF et gouvernement n'ont pas tenu compte de nos alertes. Cette politique qui vise à supprimer dans les prochaines années 7.000 km de lignes, 20 000 emplois cheminot-es sur fond de dumping social, n'a pour but que de réduire les coûts salariaux et d'augmenter les profits des patrons.

Pour SUD-Rail, cet accident mortel aurait pu être évité si, au lieu de supprimer des lignes ferroviaires, des investissements avaient été faits pour au contraire renforcer le service public dans cette région. Il en va de même avec le manque d'investissements qui a vu le nombre de passage à niveau supprimé, divisé par 3 ces dernières années.

**La Fédération SUD-Rail appelle à un changement de politique en matière de transport de voyageurs et de Fret, priorisant les besoins des populations, la sécurité et l'environnement. Le transport ferroviaire doit être affirmé comme service public et un programme de report modal rapidement mis en place.**